



# PATRICK DEVEDJIAN

**« L'HYPER-PRÉSIDENTIE DE FRANÇOIS HOLLANDE EST PLUS PUISSANTE QUE CELLE DE NICOLAS SARKOZY »**

C'EST UN REGARD FROID ET IRONIQUE QUE PORTE PATRICK DEVEDJIAN SUR LE PAYSAGE POLITIQUE FRANÇAIS. C'EST SANS LANGUE DE BOIS QUE L'ANCIEN MINISTRE DE JACQUES CHIRAC ET NICOLAS SARKOZY DÉNONCE LES « POLITIQUES IDIOTS » ET LE PANURGISME MÉDIATIQUE. CELUI QUI RESTE DÉPUTÉ ET PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES HAUTS-DE-SEINE CRITIQUE PAR AILLEURS SANS MÉNAGEMENT SA FAMILLE POLITIQUE ET LANCE UN APPEL À LIMITER LES POUVOIRS DU CHEF DE L'ÉTAT.

**LA VOIX DE FRANCE :** Depuis 2007 et l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, le paysage politique a connu de profonds bouleversements. Quelle analyse de ces changements faites-vous aujourd'hui ?

**Patrick Devedjian :** Je pense que les institutions de la Ve République ont une tendance lourde à renforcer le pouvoir personnel, en particulier celui du chef de l'État. Le Président de la République accumule, et de plus en plus, tous les pouvoirs. Le chef de l'État est le seul élu à disposer d'une immunité absolue pendant l'exercice de ses fonctions. Nous avons donc un système qui conduit à un renforcement automatique de son pouvoir.

**VDF :** Quelles sont à vos yeux les conséquences de cette situation ?

**P.D. :** Les Français détestent cela. Ils sont très attachés à l'élection du Président de la République au suffrage universel. Mais pas à la toute puissance du chef de l'État. Il devient donc très impopulaire, très rapidement, et quel qu'il soit. Ce fut naturellement le cas de Nicolas Sarkozy. C'est également ce qui arrive aujourd'hui à François Hollande, qui est à ce jour encore plus impopulaire que ne l'a jamais été son prédécesseur.

**VDF :** La V<sup>e</sup> République, dans sa forme actuelle, est-elle compatible avec le quinquennat ?

**P.D. :** Cette question n'est pas centrale à mes yeux. Il faut avant tout se souvenir de ce que disait le Général de Gaulle. « L'intendance suivra » avait-il coutume de dire. Il ne s'occupait alors que de donner un cap, que de traiter les problèmes essentiels. Depuis, le président de la République s'occupe du déplacement du sous-préfet d'arrondissement et de tous les détails de l'administration. C'est un autre signe de cette concentration de pouvoir exacerbée. Cette situation n'est pas due au quinquennat mais à la concomitance des élections législatives et présidentielles. L'Assemblée nationale et le Sénat sont devenus les chambres d'enregistrement des promesses électorales du président élu.

«  
EN FRANCE,  
TRENTÉ  
PERSONNES NE  
PENSENT QU'À  
L'ÉLECTION  
PRÉSIDENTIELLE.  
»

**VDF :** Cette concomitance a été mise en place pour éviter une cohabitation...

**P.D. :** (il coupe) Est-ce que la cohabitation est réellement une situation grave ? Elle oblige à débattre et à négocier avec des gens qui ne sont pas nécessairement de votre avis. Elle oblige à faire des compromis. Or qu'est-ce que la démocratie, sinon de trouver des compromis ?

**VDF :** L'hyper-présidence léguée par Nicolas Sarkozy à François Hollande est donc nuisible pour la démocratie ?

**P.D. :** Evidemment. D'autant plus que l'hyper-présidence de François Hollande est encore plus puissante que celle de son prédécesseur. C'est la logique du système.

**VDF :** Malgré l'impopularité de François Hollande et de sa majorité, l'UMP est engluée dans des contradictions idéologiques et des luttes de pouvoir. Vous avez dirigé ce parti. Comment vous situez-vous aujourd'hui ?

**P.D. :** Je regrette que l'UMP se divise ainsi. Il n'y a pas réellement de grandes écoles de pensées dans le parti. Seulement des écuries qui misent chacune sur un champion. Des écuries qui manquent d'imagination et qui courent derrière le Parti Socialiste quand ce n'est pas derrière le Front National. Le résultat, c'est qu'à droite, nous avons à ce jour une quinzaine de candidats potentiels à l'élection présidentielle. Ce qui me rassure, c'est que la situation est exactement la même à gauche. Ce qui m'inquiète en revanche, c'est que ce scrutin rend

fou toute la classe politique. Vous avez aujourd'hui en France 30 personnes qui ne pensent qu'à cela et qui n'agissent qu'en fonction de ce vote. Et derrière, vous avez ceux qui ne cherchent qu'à miser sur le bon cheval afin de se placer et d'obtenir ainsi des postes prestigieux. Voilà ce que sont devenues nos institutions.

**VDF :** Les idées du Front National infusent tout le débat politique et...

**P.D. :** (Il coupe) Mais non... Je suis tout à fait hostile au fait de faire du Front National un objet de débat permanent. C'est le meilleur moyen de faire sa promotion. Tous ceux qui prétendent combattre ce parti en faisant tous les jours un objet de discussion – et ma réflexion englobe évidemment la presse mais aussi certains politiques – contribuent en réalité à le faire progresser. Cela dit, la société française est interpellée par un certain nombre de phénomènes sur lesquels il convient de réfléchir.

**VDF :** Lesquels ?

**P.D. :** Avant tout, celui de la mondialisation. Un phénomène que les Français de l'étranger comprennent sans doute mieux que leurs compatriotes de métropole. Avec l'ouverture des frontières et les facilités de circulation, il est évident que cette mondialisation ne fait que commencer. Il est probable que mes petits-enfants se marieront avec des Chinois et des Sénégalaises. Ce n'est pas dramatique. Nous sommes appelés à nous mélanger. Nous sommes dans une société en mutation. Cela va continuer. Il faut donc s'y habituer.

---

Diplômé de la faculté d'Assas, Patrick Devedjian est avocat. C'est dans le groupuscule Occident qu'il commence sa carrière politique. Une organisation qu'il quitte en 1967 après sa rencontre avec le philosophe Raymond Aron. Il considère son engagement à Occident comme une erreur de jeunesse. Fils d'un immigré arménien, il a participé à la fondation du RPR. Il en écrira notamment les statuts avec Charles Pasqua, dont il est proche. Député de 1986 à 2002, réélu en 2012, il préside aussi le Conseil Général des Hauts-de-Seine depuis 6 ans. Cet ancien proche de Nicolas Sarkozy a occupé le poste de maire d'Antony pendant 19 ans, entre 1983 et 2002. Patrick Devedjian a été membre de 3 gouvernements. Il fut ministre délégué aux libertés locales (2002-2004), ministre délégué à l'Industrie (2004-2005) et ministre chargé de la mise en œuvre du plan de relance (2008-2010).

---



◀◀  
**FAIRE  
 D'UN ENFANT  
 D'ARMÉNIEN  
 UN MINISTRE  
 DE LA  
 RÉPUBLIQUE,  
 CE N'EST  
 PAS SI MAL  
 POUR UN PAYS  
 RACISTE.**  
▶▶

**VDF : Vous ne faites donc pas partie des pessimistes qui décrivent la France comme un pays de plus en plus raciste ?**

**P.D. :** Ma famille est arrivée d'Arménie en 1919. Mon père est mort sans être Français. J'ai quant à moi été ministre et député. Faire d'un enfant d'Arménien un ministre de la République, ce n'est pas si mal pour un pays raciste (rires). Soyons patients. En matière d'intégration, rien ne remplace le temps.

**VDF : Nos institutions ont-elles besoin d'être adaptées au monde tel que vous le décrivez ? La VI<sup>e</sup> République est-elle nécessaire ?**

**P.D. :** Pourquoi ce pays ne pourrait-il avancer que par rupture, uniquement dans le conflit ? Tout en restant dans le cadre de nos institutions actuelles, nous pourrions en revanche limiter les pouvoirs du Président de la République, un peu comme Nicolas Sarkozy a commencé à le faire. Nous pourrions aussi véritablement renforcer celui du Parlement, en offrant aux députés et aux sénateurs une certaine maîtrise du calendrier parlementaire. On peut aussi envisager de transformer le Conseil Constitutionnel en véritable juridiction. Mener une véritable politique de décentralisation afin de disperser les centres de pouvoirs. Vous le voyez, les bonnes idées ne manquent pas.

**VDF : Êtes-vous favorable à la suppression des départements ?**

**P.D. :** Non ! (Ironique) Après tout, cela ne fera qu'un peu de pouvoir de plus au président de la République. Tout sera aux mains de l'administration, des fonctionnaires d'état qui ne sont aux ordres que d'une seule personne : le chef de l'État. Et c'est l'ancien ministre qui vous le dit. Ceci dit, nous allons devoir être collectivement très malins pour trouver la perle rare tous les 5 ans. À savoir, un homme ou une femme qui prendra chaque jour 200 décisions, toutes en cohérence les unes avec les autres, et forcément bonnes pour notre pays. Si je résume, il va nous falloir trouver Dieu sur terre à chaque élection présidentielle.

**VDF : Vous semblez obsédé par la puissance du Chef de l'état...**

**P.D. :** Le président de la République a aujourd'hui plus de pouvoirs que n'en avait Louis XIV ! Sous l'ancien régime, la charge de fonctionnaire s'achetait. Ce n'était pas le roi qui les nommait. Quand Louis XIV voulait imposer son point de vue à la justice, il était obligé de se déplacer et faire ce qu'on appelait un lit de justice. Ce n'est pas arrivé plus de 5 fois au cours de son règne. Contrairement aux idées reçues, sur la scène intérieure, François Hollande est plus puissant que Barack Obama. Aux États-Unis, le président américain est en permanence en train de négocier avec le Congrès. Nous sommes la seule démocratie où l'exécutif à autant de pouvoir.

**VDF : Le cumul des mandats peut-il servir à lutter contre cet excès de pouvoir présidentiel que vous dénoncez ?**

**P.D. :** Le cumul de mandats, il faut le rappeler, est une exception française. Il a été inventé pour permettre de compenser le centralisme. Un maire de province, même d'une ville importante, a beaucoup de mal à être reçu par un ministre s'il n'est pas également sénateur ou député. Ce cumul a donc été inventé pour que le maire de Castelnau-d'Audoubert ou de Carpentras ait son mot à dire sur les décisions prises à Paris et qui concernent directement sa commune.

**VDF : Partagez-vous le point de vue de l'historien Emmanuel Todd qui estime que le cumul des mandats est aussi un moyen de lutter contre la toute puissance de la finance ?**

**P.D. :** Il n'y a que le Don Quichotte de Todd pour se battre contre le pouvoir politique de la finance, qui n'en a en réalité aucun. Alors que la haute administration, qui est, elle, en harmonie totale avec cette fameuse finance, en possède beaucoup. Et...

**VDF : Emmanuel Todd réclame lui aussi la fin du pantouflage et la publication du patrimoine de ces hauts fonctionnaires...**

**P.D. :** Prendre les choses de ce point de vue, c'est retourner le problème. Il n'y a pas un dirigeant de banque



qui ne sort de l'Inspection des Finances. C'est donc bel et bien la haute administration qui constitue la matrice de la finance. Le cumul des mandats, ce n'est rien d'autre qu'une soupape, un moyen de limiter le pouvoir jacobin de l'administration.

**VDF :** Vous présidez le Conseil Général des Hauts-de-Seine. Quelle stratégie avez-vous adoptée pour rendre attractif votre territoire au niveau international ?

**P.D. :** Il faut avant tout le doter d'infrastructures qui le rendent attractif. Et cela passe par des mesures très concrètes. À titre exemple, nous sommes le premier territoire d'Europe, et le seul à ce jour, à avoir pris la décision d'offrir la fibre optique à tous les ménages et toutes les entreprises. Le processus est en cours et il devrait être achevé dans les mois qui viennent. Pour une entreprise, s'installer dans les Hauts-de-Seine signifie donc bénéficier du très haut débit. Ce réseau est neutre. Et ouvert. Il représente plus de 800 000 prises. Mais il a fallu pour cela se battre car Orange nous a attaqués devant la justice européenne pour concurrence déloyale. Heureusement, nous avons obtenu gain de cause il y a de cela quelques semaines. Mais valoriser son territoire c'est aussi développer les transports, raison pour



«  
LE CUMUL  
DES MANDATS  
LIMITE  
LE POUVOIR  
JACOBIN  
DES L'ADMINISTRATION.  
»

laquelle nous finançons 5 lignes de tramway et réaménageons la voirie allant du pont de Sèvres à la porte de Versailles. La culture n'est pas oubliée non plus puisque nous construisons actuellement une nouvelle cité musicale sur l'île Seguin. Chacun de ces investissements majeurs coûte plusieurs centaines de millions d'euros mais c'est le prix à payer pour rendre notre territoire attractif.

**VDF :** Et comment faire rayonner le département hors des frontières de l'Hexagone ?

**P.D. :** Nous avons un avantage certain, c'est que nous hébergeons la Défense, le plus grand quartier d'affaires d'Europe. Cela nous donne de la visibilité. Nous recevons d'ailleurs de nombreuses invitations de par le monde pour partager notre expérience en la matière.

**VDF :** Le développement de votre territoire est-il compatible avec le fameux projet du Grand Paris ?

**P.D. :** Il n'y a pas de projet de Grand Paris. Seulement un projet de Grande Seine Saint-Denis.

**VDF :** C'est-à-dire ?

**P.D. :** C'est ainsi que je qualifie une politique catastrophique qui n'est jamais remise en cause. Ce n'est pas en construisant 70 000 logements supplémentaires dans Paris et sa petite couronne d'ici 2017, comme le gouvernement en a le projet, que nous allons améliorer la

qualité de vie de nos concitoyens. À Paris, la densité de la population est la plus élevée d'Europe. Elle est deux fois plus importante qu'à Londres, qui occupe pourtant le deuxième rang. Il devient impossible de circuler. Le temps de déplacement travail-domicile ne cesse de s'allonger. Ce n'est pas un projet qui sortira peut-être de terre d'ici 25 ans qui changera la donne. Avec l'aide des maires, il nous faut donc garder la main sur l'urbanisme afin de préserver le cadre de vie et résister à la pression de la densité.

**VDF :** Quel regard portez-vous sur les Français de l'étranger ?

**P.D. :** Ils constituent à la fois une chance et un symptôme. Une chance, car ce sont des gens qui portent la culture française aux quatre coins du monde, qui dynamisent nos exportations et qui acquièrent à l'étranger des savoirs et une expérience qui féconderont à un moment ou à un autre le territoire national. Un symptôme, parce que l'augmentation du nombre d'expatriés chaque année est un signe d'anémie pour notre pays dans lequel ses éléments les plus dynamiques n'ont plus l'espoir de carrière ou d'épanouissement personnel. Quand je vois le nombre de jeunes Français, dont mon fils, qui vivent à Londres, je ne peux m'empêcher de penser que notre pays perd de sa substance.

**VDF :** Faites-vous partie de ceux qui craignent que l'expatriation ne se transforme en émigration ?

**P.D. :** C'est un risque auquel nous devons prendre garde, risque qui est heureusement limité par la qualité de vie à la française. Notre culture, très prégnante, constitue aussi un garde-fou. Mais un garde-fou de plus en plus poreux. Nous sommes finalement un peu dans la situation de l'Espagne ou du Portugal d'il y a 40 ans.

**VDF :** Croyez-vous encore à l'amitié en politique ?

**P.D. :** Il faut avoir lu Machiavel... Je crois qu'elle n'a jamais existé. ■

Entretien réalisé par  
Antonin Amado

